

LE RÉVEIL NATIONAL CARÉLIEN ¹

Les premières manifestations de l'individualité carélienne remontent à la révolution russe de 1905 ¹. Soumise depuis des siècles à des influences diverses elle sut conserver, à travers les vicissitudes du temps, sa personnalité propre qui devait se cristalliser avec la révolution russe de 1917.

Jusqu'à cette époque, la Carélie et sa voisine immédiate l'Ingrie, noyées dans la masse des divisions administratives russes, perdirent jusqu'à leur nom historique pour former les gouvernements d'Arkhangel, d'Olonets et de Pétersbourg. Il faut remonter au tsar Féodor Ivanovitch qui céda une partie du territoire de l'Ingrie aux Suédois (1594), à l'époque des guerres civiles qui désolèrent la Moscovie au temps des Chouiski et du faux Dmitri (1609), pour voir l'intérêt que portaient à ces provinces les rois de Suède et aussi la Pologne. La paix de Stolbov avec la Suède (1617) rendait bien à la Russie certaines villes de ces marches frontières : Novgorod, Porkhov, Staraïa-Rous, Ladoga, mais la Carélie proprement dite et le pays d'Ijora ou Ingrie restaient à la Suède.

Cette paix eut pour première et grave conséquence de partager entre différents Etats un territoire habité par des Finnois. L'une des fractions de la nation finnoise restée à l'Est de cette frontière, toute artificielle, habitée par les Caréliens de Viena (Arkhangel), se trouva ainsi séparée de ses frères finnois de l'Ouest ou de Finlande. L'Ingrie, devenue par la suite gouvernement de Pétersbourg et puis la Carélie furent conquises par Pierre le Grand et assurées à la Russie en même temps que la Finlande, la Livonie et l'Estonie par la paix de Niestadt (1721), d'Abo et d'autres traités ultérieurs. L'importance politique et stratégique de ces régions nord-

1. Cf. Z. Baranyai, Autonomie des petits peuples finno-ougriens. *Revue des Etudes hongroises et finno-ougriennes*, 1923, [t. I.] pp. 195-201.

ques, longtemps disputées à la Russie par la Suède, est apparue lors de la Grande Guerre de 1914. Elles sont devenues une base lors de l'intervention franco-anglaise et un champ de lutte entre Bolcheviks et Finlandais. L'occupation d'une partie de la Carélie orientale par la Finlande et les événements qui suivirent le traité de Tartu (Youriev) ont une fois de plus marqué l'intérêt que présentent ces régions. Au siècle dernier on entendait sous le nom de Carélie tout le pays compris dans le gouvernement de Vyborg, aujourd'hui à la Finlande, avec Kexholm, les bords du Ladoga, le gouvernement d'Olonets avec toute la Laponie russe jusqu'à la mer Blanche. Cette conception de la Carélie avec une indication des frontières de ce pays ont été publiées dans le *Dictionnaire géographique et historique de l'Empire de Russie*, paru à Saint-Petersbourg en 1833.

La Carélie soviétique ou Carélie orientale est située à l'est de la frontière finlandaise ; elle est limitée au nord par le golfe de Kandalaks, à l'est par les lacs d'Onéga (Aänisjärvi) et de Vygozero (Uikujärvi), par la rivière Vyg (Uikujoki) jusqu'à la mer Blanche, au sud par le fleuve Svir (Syvärijoki).

Dans son ensemble, la République actuelle de Carélie couvre une surface de 110.000 km² avec une population d'environ 220.000 habitants. Cette unité soviétique est formée des anciens districts d'Olonets, de Petrozavodsk, de Poudoj, de Povénets (gouvernement d'Olonets), exception faite de la partie méridionale des deux derniers districts, de la région de Kem (gouvernement d'Arkhangel), en tout, de cinq districts et de deux cercles avec 60 cantons et 163 communes. La capitale de la Carélie soviétique, Pétrozavodsk, est une ville de 22.112 habitants, peuplée de Caréliens, de Finlandais, de Russes ; elle est située sur les rives pittoresques du lac Onéga. La frontière nord-est part du lac Ladoga pour aboutir à Kandalakcha sur la mer Blanche. Le long de la frontière se déroule à travers forêts et marécages le chemin de fer du Mourman d'une importance économique et stratégique considérable ; terminé pendant la Grande Guerre, il fut en partie construit par les prisonniers de guerre hongrois, autrichiens et allemands.

La Carélie orientale est habitée par une population de langue finnoise, dite carélienne laquelle constitue l'une des races principales de la Finlande ; une grande partie des Caréliens professe la religion luthérienne, l'autre partie appartient au culte orthodoxe grec.

Si l'on tient compte des particularités locales et politiques de ce territoire, la Carélie peut être divisée en trois parties. A la première se rattachent les deux cantons de Repola et de Porajarvi qui jusqu'au traité de Youriev faisaient partie de la Finlande. La population de ces deux cantons est essentiellement de culture finlandaise, qui au point de vue des intérêts économiques la rattache à la seule Finlande. La deuxième partie, la Carélie du nord, est une région de forêts dont la population, également finnoise, est moins cultivée que celle des précédents cantons. Quant à la troisième partie, peuplée de Finnois plus ou moins russifiés, elle semblait au moment de la révolution de 1917 avoir une orientation plutôt russe que finlandaise, mais les exactions que cette population eut à subir après la constitution de la « Commune carélienne » l'éloignèrent de la Russie soviétique et la jetèrent dans les bras des nationalistes finlandais.

La Carélie est un pays froid, très boisé, mais peu approprié à la culture de la terre. L'âpreté du climat a rendu les habitants persévérants et tenaces. Dans leur lutte quotidienne contre la nature, ils sont parvenus à améliorer la terre, à la rendre plus fertile, plus habitable. Bien que très éprouvé par la guerre, le pays, grâce à ses richesses naturelles, peut rapidement être industrialisé : son sous-sol possède du minerai de fer, du mica dont l'exploitation longtemps interrompue daterait d'Ivan le Terrible, du marbre, etc. Le bouleau de Carélie, célèbre par les multiples objets qu'on tire de son exploitation, l'exportation du bois, les pêcheries, la chasse aux phoques, aux ours blancs, aux animaux à fourrure suffiraient pour donner une idée des ressources dont le pays carélien est doté. De tout temps les Caréliens orientaux sont restés attachés à leur nationalité, à leur langue, à leurs coutumes. Ils ont pu, au cours des siècles, subir des influences différentes, mais la personnalité carélienne et finnoise a toujours résisté à l'emprise étrangère. L'influence civilisatrice de la Finlande en raison de l'affinité de race a eu sur les Caréliens un effet bienfaisant. C'est vers ce pays qu'allaient les sympathies caréliennes dans les moments difficiles de leur existence, sans toutefois abandonner leur personnalité propre. A lui seul, le *Kalevala*, ce monument littéraire de poésie finnoise, traduit en vingt langues et tant de fois chanté par les anciens Suomi suffisait pour conserver à l'individualité carélienne sa place parmi les peuples à civilisation millénaire. Ce n'est pas sans quel-

que fierté que le Carélien parle de cette belle épopée du passé finnois qu'il se plaît à évoquer.

Mais en dépit de sa ténacité, de ses efforts pour maintenir intactes les traditions ancestrales, les peuples de la Carélie orientale n'étaient pas sans inquiétude en ce qui concerne l'avenir de leur race. La colonisation russe de la côte mourmane, la russification hâtive des éléments finnois placés dans le voisinage immédiat des centres de vie russe et le long de la voie ferrée du Mourman, menaçaient la collectivité carélienne dans ses particularités nationales, lorsque deux événements vinrent sauver une situation comprise et favoriser le réveil national de tout un peuple : la révolution russe de 1905 et celle plus décisive encore de 1917.

La première révolution russe, celle de 1905, avait fait naître l'espoir d'une Carélie autonome. Une société dite d'*Union des Caréliens* ayant pour but de développer l'instruction en leur propre langue fut créée. S'étant réunis à Uhtua les Caréliens adressèrent au Gouvernement russe une requête demandant la jouissance des droits de l'homme, l'amélioration des conditions économiques et intellectuelles et l'autorisation de se servir de leur propre langue dans l'enseignement et pour les besoins de leur culte. Mais la requête n'eut d'autre résultat que de voir augmenter le nombre des écoles russes en Carélie. Cependant un grand pas en avant avait été fait, il ne restait plus qu'à orienter les formes évolutives de l'individualité carélienne vers le réveil national finnoougrien qui se dessinait déjà. Cette force nouvelle qui se levait allait bientôt prendre toute sa consistance. Elle fut même prise en considération lorsque la guerre mondiale de 1914 éclata, car le gouvernement russe, jusque-là sourd aux prières des Caréliens, suspendit les mesures prises en vue de la russification du pays. La révolution de 1917 allait donner à l'individualité carélienne une forme et une force inconnues jusqu'alors. Au grand souffle de liberté qu'apportait le gouvernement provisoire russe s'ajoutait le droit de libre disposition des peuples, proclamé « en principe ». Sans plus tarder, les Caréliens envoyèrent à Pétersbourg une délégation pour exposer au nouveau gouvernement les grandes lignes de leurs aspirations. Mais le gouvernement provisoire tomba sans avoir le temps de mettre en pratique ses principes.

A son tour le gouvernement bolcheviste qui lui succéda, fit sienne la formule du gouvernement provisoire. Il recon-

nut, lui aussi, le droit des peuples à l'autodétermination poussée jusqu'à la séparation complète d'avec la Russie. Mais cette formule, si belle en théorie, ne fut jamais appliquée ; il fallut pour l'appliquer recourir à la force et seuls quelques peuples furent assez heureux pour recouvrer leur indépendance.

A l'exemple de ces peuples, les Caréliens essayèrent de tenter le sort et à l'Assemblée d'Uhtua, en juillet 1919, ils résolurent de prendre en mains la direction des affaires de leur pays.

Le 22 mars 1920, la Diète d'Uhtua élue d'après les principes du suffrage universel, égal pour tous, proclame la Carélie détachée, de la Russie, Etat indépendant.

Les 13 et 14 septembre 1920, l'assemblée des gouvernements respectifs de la Carélie de Viena (Arkhangel) et d'Aunus (Olonets), ainsi que le comité d'Ingrie qui siégeait à Viipuri (Viborg) adressaient une demande de secours aux représentants des Grandes Puissances en Finlande (*Livre Vert*. — Actes et Documents concernant la question carélienne, publiés par la *Délégation carélienne* à Helsingfors, 1922). Le canon qui tonnait sur la frontière russo-finlandaise couvrit la voix des Caréliens ; impuissants, ils virent s'ouvrir les pourparlers de paix qui, engagés d'abord à Syzterbück entre la Finlande et la Russie des Soviets se poursuivirent à Youriev, ville d'Estonie (juin 1920). Cette ville ainsi nommée par les Russes, Dorpat d'après les cartes allemandes, officiellement Tartu en estonien, est située à deux pas de la frontière russe. Cette circonstance lui permettait de se prêter admirablement à des négociations de cet ordre. Elles furent longues et agitées. Les questions territoriales, celle de la Carélie orientale notamment, donnèrent lieu à de puissantes controverses. Le gouvernement de Moscou entendait administrer cette région selon ses conceptions, tout comme la Finlande administrait à sa façon la Carélie occidentale : il rejetait péremptoirement les prétentions finlandaises sur ce pays et démentait formellement que la population carélienne eût jamais réclamé son union à la Finlande. Le bruit qui en avait couru, disait-il, n'avait été provoqué que par des agitateurs à la solde du gouvernement finlandais. Pour conclure, la délégation russe déclarait que le gouvernement des Soviets avait accordé, par décret du 7 juin 1920, l'autonomie à la Carélie orientale et il se promettait de prendre les mêmes dispositions pour les autres popu-

lations de race finnoise, notamment pour celles habitant le gouvernement de Pétrograd.

Après des alternatives diverses, les négociations prirent fin et le traité fut signé le 14 octobre 1920. Aux termes du traité, le gouvernement des Soviets s'engageait à accorder à la Carélie orientale une large autonomie. Il s'engageait en outre : à respecter la propriété privée, à accorder une amnistie complète aux habitants et à les autoriser à prendre la nationalité finlandaise si tel était leur désir. De son côté, la Finlande qui occupait alors une partie de la Carélie orientale, notamment les régions de Repola et de Porajärvi, renonçait à ces deux cantons en échange d'un débouché vers le Nord sur l'Océan glacial, dans la région de Petchenga. Après l'évacuation de la Carélie orientale par les troupes finlandaises, les bolcheviks appliquant le décret du 7 mai 1920 proclamaient la *Commune du Travail de Carélie* et prenaient possession du pays.

L'installation du bolchevisme eut pour effet de briser les aspirations nationales de tout un peuple. L'individualité carélienne menacée par le processus de soviétisation se dressa pour la défense de ses aspirations et dans le courant du mois d'octobre 1921, un mouvement antibolchevik se déclencha. Dans le même temps, les représentants des réfugiés caréliens habitant la Finlande s'empressaient d'adresser au gouvernement finlandais un mémorandum dans lequel se trouvait décrite la situation « intolérable » faite à leur patrie. Le lendemain, une adresse des représentants de la Carélie insurgée lui parvenait à son tour. Réunis les 14 et 15 octobre au nombre de 150 environ lesdits représentants avaient décidé d'appeler la Finlande à leur secours.

Les conclusions, publiées dans le *Helsingin Sanomat* du 17 novembre 1921, disaient :

1. Attendu que la Russie des Soviets n'a pas exécuté les stipulations du traité de paix en ce qui concerne la Carélie, mais continue au contraire à les violer, nous osons suggérer au gouvernement finlandais de bien vouloir déclarer au gouvernement des Soviets qu'il ne désire non plus pour sa part observer les stipulations du traité de Dorpat sur la Carélie. Une telle démarche du gouvernement finlandais permettrait au peuple carélien de vivre au moins quelque temps encore en Carélie. En outre, les personnes qui en dehors de la Carélie désireraient nous aider seraient mises en état de le faire.

2. Si le gouvernement finlandais ne peut, pour quelque raison,

donner suite à notre suggestion, nous demandons au nom de l'humanité et de notre parenté de race, que le gouvernement finlandais permette aux personnes exposées à des poursuites politiques ainsi qu'à celles contraintes par la faim de quitter leurs foyers, de trouver un refuge en Finlande.

3. Nous demandons au gouvernement finlandais de bien vouloir se faire l'interprète de notre cause auprès de la Société des Nations, étant donné que les moyens nous font défaut pour être en état de le faire nous-mêmes...

Aidez-nous, sinon nous serons condamnés à mourir. Seule une Carélie détachée de la Russie a des chances de se développer. Lorsque la Carélie sera devenue libre, elle saura rendre à ceux qui l'auront aidée.

Dans le même temps, le journal conservateur vieux-finnois *Uusi Suomi* publiait un article du général IGNATIUS contre l'inaction du gouvernement finlandais.

Le général accuse le gouvernement d'indifférence voulue. Il ne craint pas de dire que si la Finlande avait un gouvernement « énergique », elle saurait former avec les autres nations limitrophes de la Russie une ligue dont la puissante menace contraindrait les Soviets au respect et à l'exécution des traités et ceci sans avoir besoin de recourir à des opérations guerrières.

Reprenant le projet du général Ignatius, les *Helsingin Sanomat* du 4 novembre en démontrent l'inanité. Aucune des nations visées n'est prête à s'engager dans une lutte même diplomatique avec la Russie en faveur de la Carélie orientale. Ce sont là sûrement des discours de « traîneurs de sabres ».

Les *Helsingin Sanomat* (17.11) et le *Hufvudstadsbladet* (18.11) s'accordent pour reconnaître que la Finlande ne peut guère porter aide aux Caréliens. Quant à recueillir des réfugiés, cela ne va-t-il pas provoquer dans le pays un chômage étendu ? Quoi qu'il en soit, déjà le 19 novembre 1921, les journaux signalent quelques succès de détail remportés par les corps francs caréliens. Le *Hufvudstadsbladet* du même jour rapportait qu'une souscription s'était ouverte en leur faveur parmi les cercles finlandais favorables à la cause carélienne.

Dans la journée du 17, le représentant des Soviets à Helsingfors, M. TCHERNIH remettait une note de son gouvernement publiée dans les *Izvestia* de Moscou (29.11) et protestant contre les agissements de la Finlande.

En réponse, le gouvernement finlandais adressait à son tour aux Soviets la note du 19 novembre réfutant les accusations du représentant de la Russie soviétique.

Ce n'est que le 13 décembre que le texte en était communiqué à la presse et publié ce jour même, notamment dans le *Helsingin Sanomat*, l'organe officieux du gouvernement finlandais.

Entre temps, les journaux finlandais du 27.11 annonçaient que le gouvernement finlandais, sur la demande formelle d'une délégation carélienne, avait expédié une note adressée au Conseil de la Société des Nations. Le contenu de cette note n'était pas communiqué. Ce n'est que le 1^{er} décembre que le texte en était enfin publié par la presse. Le passage principal, traduit d'après les *Helsingin Sanomat*, est précédé par un long exposé historique de la question carélienne. Le gouvernement conclut :

« Le gouvernement finlandais se permettra de faire remarquer qu'on se trouve ici ou jamais en présence d'un cas où une minorité nationale se trouve dans le plus grand danger et exposée à un complet anéantissement. Elle a donc incontestablement besoin de toutes les garanties et de toute l'aide immédiate que peut lui accorder la Société des Nations. La Finlande a, pour sa part, reconnu avec le plus grand empressement les minorités nationales et satisfait à leurs besoins. Il y va maintenant de la vie d'une population finnoise établie de l'autre côté de la frontière finlandaise. Aussi le gouvernement finlandais se voit-il obligé de prier la Société des Nations de porter son attention sur cette importante question. Le gouvernement finlandais soumet à l'examen du Conseil de la Société des Nations la question de savoir s'il ne trouverait pas utile d'envoyer une commission étudier la question de Carélie orientale et rédiger, après visite sur place, un rapport qui fournirait à la Société des Nations une base objective, sur laquelle elle pourrait fonder sa décision ».

Quant à la note du Gouvernement de Finlande au Secrétaire général de la Société des Nations (26-11-21) il était dit :

« Ayant pendant des siècles vécu sous la domination russe et ayant été de ce fait toujours empêchée de se développer sur une base nationale, la population de Carélie Orientale s'est, par suite des événements mondiaux, comme tant d'autres petits peuples, éveillée à la conscience nationale et à l'ardent désir de garantir son progrès. La communauté de race et de langue, aussi bien que des considérations géogra-

phiques, ont permis à la population d'éprouver depuis des temps immémoriaux dans le domaine de la civilisation, l'influence de la Finlande. C'est ce qui explique pourquoi elle s'est accoutumée à y chercher aide et appui pour ses besoins. C'est dans ces conditions qu'elle s'est aussi maintenant adressée au peuple finlandais qui, avec tant de sympathie, a suivi les aspirations de la Carélie Orientale ».

Mais la presse soviétique se montre inquiète de la démarche du gouvernement finlandais :

« En s'adressant à la Société des Nations, la Finlande essaie de faire intervenir des pays étrangers dans les affaires intérieures de la République soviétique russe ».

La *Krasnaïa Gazeta* (8.12) donne une analyse de la réponse des Soviets à la Finlande. La *Pravda* de Pétrograd (7.12) la publie en son entier, non sans avoir formulé toute une série d'accusations contre le gouvernement finlandais.

Les *Helsingin Sanomat* (7.12) consacraient à la démarche finlandaise un long article dans lequel le *Social-Demokraten* n'était pas désigné, mais qui exposait le bien-fondé de la thèse finlandaise. Se référant au texte du traité il citait l'annexe à l'article X qui concerne la question en litige : « La population carélienne des Gouvernements d'Olonets et d'Arkhangel, formera en outre le territoire autonome de Carélie orientale conformément au principe des nationalités ». Le reste de l'article est une longue discussion qui s'efforce de prouver la mauvaise foi et la mauvaise volonté du gouvernement russe.

D'ailleurs, la presse suédoise n'a pas exprimé que de la désapprobation pour l'attitude du gouvernement finlandais ; ainsi, le *Svenska Dagbladet*, (1.12) publiait un long article qui exposait la situation de la Carélie orientale et reconnaissait la légitimité du point de vue finlandais.

Mais tandis que la presse finlandaise et étrangère donne à ces événements une teinte de rébellion contre le régime des Soviets, la presse bolcheviste se refuse à leur reconnaître ce caractère ; elle les considère comme étant l'œuvre des gardes-blancs au service des impérialistes étrangers. Les *Izvestia* de Moscou (29-11-21) essaient de démontrer que le mouvement a été préparé en territoire étranger.

« Ici encore les noirs desseins des grands rapaces impérialistes trouvent une abondante nourriture. C'est toujours parmi les impérialistes des petites nations. Les chauvins finlandais ont toujours rêvé d'annexer la Carélie entière.

Le traité de Youriev n'a pu les satisfaire... Les activités finlandaises n'ont pu se faire à cette idée. De Finlande où ils ont établi leur quartier général, ils dirigent le mouvement. C'est en prêtant leur appui moral et matériel aux activistes finlandais qu'ils ont préparé le soulèvement de la Carélie soviétique ».

La question de la Carélie orientale est portée à la séance plénière du Conseil de Pétrograd où elle fait l'objet de longs discours. La *Pravda*, la *Krasnaïa Gazeta* des 7 et 8 décembre donnent un résumé des discours prononcés par le commandant en chef des armées de la République, KAMENEV, et le représentant du prolétariat de Carélie.

Et pour renforcer la position prise par les bolcheviks, un certain MAGUI, se disant représentant du prolétariat de Carélie, prononce un discours en carélien dans lequel, après avoir salué le prolétariat et le Conseil de Pétrograd, il refusa de reconnaître un caractère insurrectionnel aux événements de Carélie : il va jusqu'à ne parler que des vues intéressées de la Finlande qui voudrait s'emparer des richesses naturelles de la Carélie, de ses vastes forêts, de son sous-sol. Elle voudrait en même temps rectifier sa frontière, beaucoup trop étendue, pour en assurer la garde, profiter des frontières naturelles derrière lesquelles elle serait en sécurité et les faire reporter sur la rivière Svir et sur le lac Onéga.

« La Carélie rouge comprend tout cela, mais elle ne permettra pas qu'on porte atteinte à son autonomie ; elle saura, s'il le faut, se défendre avec ses propres forces contre les bandits qui l'attaquent. Et si la Finlande met en œuvre son armée, nous ferons appel à la Russie des Soviets ».

Cet état de tension n'allait pas tarder à être suivi de démonstrations russes d'ordre économique et militaire. Le 26 décembre de cette même année 1921, des troupes russes concentrées sur la côte firent une démonstration militaire le long de la frontière dans le but évident d'intimider la Finlande. Dans les premiers jours de janvier 1922, un détachement bolchevik passe la frontière finlandaise et occupe le village de Mëgrijärvi. Le soir même, d'après le journal conservateur suédois *Hufvudstadsbladet* du 9 janvier, les troupes régulières finlandaises aidées de la milice chassaient les Russes du territoire finlandais sans rencontrer de résistance.

Sans nous attarder au nouvel échange de notes entre les Soviets et la Finlande, il convient de signaler la satisfaction témoignée par la presse finlandaise de voir la question carélienne soumise par les représentants de la Finlande au Conseil de la Société des Nations.

La question de la Carélie Orientale ne manquait pas de provoquer en Finlande même une crise assez aiguë. L'exaspération s'en trouve accrue du fait qu'au début de février, les dernières troupes de volontaires caréliens furent écrasées par les bolcheviks. Toutefois, disait le journal conservateur suédois *Hufvudstadsbladet* du 11 février, « si forte que soit notre sympathie pour les Caréliens, si violentes que soient les vagues d'indignation que soulèvent les milieux conservateurs on ne pourrait tout de même pas admettre qu'on puisse provoquer une guerre avec la Russie à cause de la question de la Carélie ».

La situation se complique encore davantage lorsqu'on apprend l'existence d'une centrale de propagande communiste à Kajana. Aussitôt se dessina une campagne contre le ministre de l'Intérieur finlandais accusé de sympathie pour les communistes. Quelques jours après, la presse (15-2) annonçait l'assassinat du ministre de l'Intérieur, M. RITAVUORI. Ces événements ne firent point oublier la question carélienne. Le gouvernement finlandais, qui avait porté, par l'entremise du Conseil de la Société des Nations devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, ses griefs contre le Gouvernement des Soviets, qui n'avait pas voulu se résoudre à appliquer en Carélie orientale le statut prévu par le traité de Youriev (Tartu) apprenait le refus de la Cour suprême internationale de traiter la cause et de formuler l'avis consultatif que le Conseil lui avait demandé, la Russie s'étant abstenue de se faire représenter.

La décision de la Cour permanente de La Haye produisit une pénible impression sur les milieux conservateurs et gouvernementaux, le *Hufvudstadsbladet* du 25 juillet écrivait à ce sujet :

« La question carélienne a traversé bien des phases et leur résultat a été que la Finlande a encouru par là une forte obligation morale de soutenir les Caréliens. Ce devoir que prescrit l'humanité autant que l'honneur, il ne faut pas y faillir, parce qu'il a plu à la Société des Nations et à la Cour de La Haye de rester en dehors de cette question ».

Ce même jour, c'est-à-dire le 25 juillet 1923, le gouvernement des Soviets transformait par décret la *Commune du Travail de Carélie* en *République autonome soviétique et socialiste de Carélie* et son territoire tout comme avant faisait partie intégrante de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. La constitution de la nouvelle république était ainsi fixée :

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DE CARÉLIE

Le comité exécutif central de Russie et le Conseil des commissaires du peuple complétant le décret du 7 mai 1920 sur la constitution d'une commune du Travail de Carélie, ordonnent :

« 1° De constituer en République autonome soviétique et socialiste, comme partie fédérale de la République soviétique fédérative socialiste de Russie, la Commune du Travail de Carélie.

REMARQUE. — Pour l'établissement des frontières de l'A.K.S.S.R. (République autonome de Carélie), il sera créé une commission composée d'un délégué de chacun des comités exécutifs du gouvernement de Pétrograd et de la Commune du Travail de Carélie. La commission sera placée sous la présidence du délégué du *praesidium* du Comité exécutif central de Russie ;

2° Les organes du pouvoir de l'A.K.S.S.R., conformément à la Constitution de la R.S.F.S.R. et au décret du II^e Congrès des Soviets de Carélie, comprendront : les soviets locaux, leurs congrès et leurs comités exécutifs, le Conseil des Commissaires du peuple et le Comité exécutif central ;

3° La gérance des affaires de l'A.K.S.S.R. sera confiée aux commissariats suivants :

Intérieur, avec une section de Prévoyance sociale ; Justice ; Instruction publique ; Hygiène ; Agriculture ; Finances ; Inspection ouvrière et paysanne ; Travail ; Conseil d'Economie nationale.

REMARQUE. — a) Les Affaires étrangères restent entièrement dans les mains du Commissariat des Affaires étrangères de la S.S. S.R. (Union des Républiques soviétiques socialistes) ; b) La direction de l'organisation militaire reste à la charge du Commissariat de la Guerre de Carélie, qui, à son tour, relèvera du corps d'armée régional le plus rapproché ; c) La garde des frontières de l'Etat sera assurée par les organes de la Direction politique d'Etat ; d) La Direction du service de liaison sera attachée à la direction du cercle de liaison du nord-ouest, dont l'un des délégués siègera au Conseil des Commissaires de la République de Carélie ; e) Dans le but de réglementer et de diriger le commerce extérieur, il est créé un

poste de délégué près la République de Carélie, sous la dépendance du Commissariat du Commerce extérieur de la S.S.S.R. ; f) Un service de statistique est créé près le sovnarkom de la République de Carélie. Le chef de ce service fait en même temps partie du dit sovnarkom avec voix consultative ;

4° Sont autonomes dans leurs actes, en même temps que responsables devant le Comité exécutif central de Carélie et devant le Conseil des Commissaires du Comité exécutif central de Russie, les commissariats de la République autonome de Carélie dont les noms suivent : Intérieur, avec Prévoyance sociale, Justice, Instruction publique, Hygiène et Agriculture ;

5° Pour unifier l'activité des organes économiques de la Carélie soviétique, il est créé, près le Conseil des Commissaires de Carélie, un Soviet économique de Carélie. En feront partie, des représentants du Conseil d'économie nationale, des Finances, de l'Agriculture, du Travail, de l'Intérieur, du Commerce extérieur, du Conseil des Unions professionnelles ;

6° Tous les plans ayant un caractère général et se rapportant aux diverses branches de l'Economie nationale de Carélie devront être soumis au Conseil économique de l'Assemblée économique de la R.S.F.S.R. aux fins de leur unification.

7° Les langues finno-carélienne et russe sont considérées sur un même pied d'égalité sur tout le territoire de la République autonome soviétique et socialiste de Carélie.

Pour le président du Comité exécutif central de Russie :

SMIDOVITCH.

Le vice-président du Conseil des Commissaires :

KAMENEV.

Le secrétaire : ENOUKIDZE.

Moscou, Kremlin, 25 juillet 1923. »

..

La soviétisation de la Carélie orientale n'a pas effacé l'individualité carélienne, elle l'a renforcée. Sa personnalité politique en tant qu'État indépendant n'a pu se constituer en dehors du cadre fédéral de l'Union soviétique, mais sa personnalité culturelle et linguistique, partant et ethnique, a sensiblement pris forme. La langue carélienne a été introduite dans les rouages administratifs et l'enseignement se fait en carélien dans les écoles où la population carélienne est en majorité. La carélisation a été particulièrement

intense en 1925, époque où l'élément carélien a commencé à prendre possession des postes administratifs. Les fonctionnaires soviétiques ne possédant pas cette langue ont été tenus de l'apprendre et des cours de langue carélo-finnoise ont dû s'ouvrir à leur usage, à Pétrozavodsk, centre administratif de la République.

La presse locale elle-même soumise au processus de carélistisation comptait en 1925 deux grands quotidiens nationaux : la *Kariela Mias* (La Campagne de Carélie) et la *Pupaïnen Kariela*. Dans le même temps, la création de régiments nationaux caréliens était envisagée. Le 10 janvier 1926, les premiers détachements nationaux caréliens défilaient à Pétrozavodsk, salués au passage, en carélien, par les délégués au Congrès des Soviets de Carélie, alors réunis dans cette capitale.

(Paris)

JOSEPH CASTAGNÉ.
